

CONVENTION NATIONALE.

QUE DOIT FAIRE

LA

CONVENTION NATIONALE

SUR le procès de Louis Capet?

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CONVENTION NATIONALE.

D. V. Ramel.

A PARIS,
DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.

1793.
Législation. (N^o. 218.)

CONVENTION NATIONALE
DE LA DOUTTE FRAISE

CONVENTION NATIONALE
DE LA DOUTTE FRAISE

CONVENTION NATIONALE



CONVENTION NATIONALE

CONVENTION NATIONALE

QUE DOIT FAIRE

L A

CONVENTION NATIONALE

Sur le procès de Louis Capet ?

DÉCRÉTER, 1°. que Louis Capet est coupable de conspiration contre l'état, & convaincu d'avoir constamment travaillé à renverser l'ordre établi, pour y substituer le pouvoir absolu.

2°. Qu'il mérite la peine de mort.

3°. Que le présent décret, avant d'être exécuté, sera présenté à la sanction du peuple françois, réuni en assemblées primaires communales.

4°. Que les décrets portant abolition de la royauté, peine de mort contre quiconque en proposera le rétablissement, & déclaration que la France est république, une & indivisible, seront présentés en même-temps, & en la même forme, à la sanction du peuple français.

5°. Que l'instruction suivante sera annexée au présent décret, & les citoyens invités à prendre en considération qu'en l'adoptant, le résultat de leur vœu sera connu d'une manière plus sûre & plus prompte.

A 2

I N S T R U C T I O N.

Les décrets ci-dessus mentionnés seront envoyés, par des couriers extraordinaires, aux quatre-vingt-quatre départemens; les corps administratifs les transmettront à toutes les municipalités, de manière qu'elles les aient reçus le 31 janvier.

Le premier février, ils seront publiés & affichés.

Le 2, tous les citoyens qui ont droit de voter dans les assemblées primaires, se réuniront en assemblée communale dans chaque municipalité, en la forme prescrite pour l'élection du maire & des officiers municipaux.

Le maire, ou un officier municipal, ou quelqu'un commis par eux, lira les décrets ci-dessus mentionnés.

On procédera ensuite au recensement des citoyens présens.

L'assemblée choisira ensuite son président à la pluralité relative, à moins que par assis & levé elle ne désigne ou le plus âgé, ou quelques membres du corps municipal. Le plus jeune des citoyens littérés remplira les fonctions de secrétaire-greffier.

Le président posera ensuite ainsi les questions:

Citoyens, la Convention nationale vous invite à manifester votre vœu sur les questions suivantes:

- 1°. La royauté sera-t-elle abolie en France?
- 2°. La peine de mort aura-t-elle lieu contre quiconque en proposera le rétablissement?
- 3°. La France sera-t-elle une république, une, indivisible?

5

4°. Louis Capet, le dernier de nos rois, convaincu de conspiration contre l'état, sera-t-il puni de mort ?

Si quelqu'un demande la parole, elle lui sera accordée. La discussion étant ensuite fermée, le président rappellera les quatre questions, & revenant sur la première, il dira : La royauté sera-t-elle abolie en France ? Ceux qui voudront qu'elle le soit diront oui, les autres diront non. Chaque citoyen sera appelé, & prononcera à haute voix le oui ou le non.

Le résultat des voix sera compté & publié.

Les trois autres questions seront ensuite posées & décidées de même.

Il sera dressé procès-verbal du tout en double original.

Lecture en étant faite, il sera signé par le président, le secrétaire, les trois citoyens les plus âgés de l'assemblée, & les trois plus jeunes sachant signer ; s'il ne s'en trouve pas un assez grand nombre, il en sera fait mention.

Un de ces procès-verbaux sera porté à l'administration du district par un officier municipal.

Le 10 février, les directoires de district procéderont, en séance publique, au dépouillement de tous les procès-verbaux des municipalités de leur ressort. Le résultat, par lettre alphabétique, sera rapporté sur un tableau divisé en huit colonnes, deux pour chaque question. Ce tableau sera dressé en double original ; l'un d'eux sera envoyé, avec tous les procès-verbaux, aux directoires de chaque département.

Le 17 février, les directoires de département procéderont, en séance publique, à la comparaison des tableaux des districts avec les procès-verbaux ; ils rédui-

ront tous les tableaux sur un seul, dressé en double original.

Le 20 février, ils remettront à la poste un de leurs tableaux avec ceux des directoires de district, à l'adresse du président de la Convention nationale.

Le premier mars, la Convention nationale procédera publiquement au déponillement de tous les tableaux des départemens ; le président proclamera ensuite le vœu national.

Modèle de procès-verbal d'une assemblée primaire communale.

Département de.

District de.

Municipalité de.

Section de.

Du 2 février 1793, l'an 2 de la République.

Les citoyens de la commune étant réunis, conformément à l'invitation faite au peuple français par la Convention nationale ; lecture faite des quatre décrets présentés à la sanction du peuple français,

L'assemblée s'est trouvée composée de tant de membres.

Elle a désigné pour son président le citoyen.

Le citoyen. a rempli les fonctions de secrétaire-greffier.

Les questions ayant été posées ainsi qu'il est dit dans l'instruction, l'assemblée a déclaré,

1°. A l'unanimité (*ou bien à la majorité de tant de suffrages contre tant*), que la royauté est abolie en France.

2°. A l'unanimité, &c., que la peine de mort aura lieu contre quiconque proposera le rétablissement de la royauté.

3°., Que la France sera une république, une & indivisible.

4°., Que Louis Capet, dernier roi des Français, sera puni de mort.

En preuve de tout ce dessus, l'assemblée a ordonné la rédaction du présent procès-verbal, qui a été fait en double original, & signé par le président, le secrétaire-greffier, les citoyens....., plus âgés, & les citoyens....., plus jeunes de l'assemblée.

Telle est la conclusion de mon opinion.

D. V. R A M E L